Premières Informations

SES MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

SERVICE DES ÉTUDES ET DE LA STATISTIQUE — Division Emploi et Politiques d'Emploi

Numéro 79 — AVRIL 1988

LA PREMIÈRE ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'INSERTION LOCALE

Institués en avril 1987, les programmes d'insertion locale permettent aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique qui sont chômeurs de longue durée et dont le contact a été rompu depuis longtemps avec le monde du travail de se réinsérer dans le tissu social en participant à des programmes utiles à la collectivité.

La durée d'affectation des stagiaires est limitée à six mois renouvelable une fois. La durée des activités est comprise entre 80 et 120 heures par mois afin que les intéressés puissent continuer à rechercher un emploi et bénéficier d'une formation complémentaire. Le bénéficiaire a le statut de stagiaire de la formation professionnelle. Il perçoit une rémunération de stage dont le montant est égal à celui de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) qu'il percevait précédemment. Il reçoit en outre une « indemnité représentative de frais » d'un montant de 500 F à 750 F par mois à la charge de l'organisme d'accueil.

Les organismes susceptibles d'accueillir ces chômeurs de longue durée sont les mêmes que ceux susceptibles d'accueillir des jeunes en stage TUC, c'est à dire les collectivités territoriales, les associations à but non lucratif, les fondations, les établissements publics, les organismes de sécurité sociale, les sociétés mutualistes, les institutions mentionnées à l'article L4 du code de la sécurité sociale et à l'article 1050 du code rural, les comités d'entreprise et toute personne morale chargée de la gestion d'un service public.

SES SERVICE DES ÉTUDES ET DE LA STATISTIQUE
1, place de Fontenoy - 75700 PARIS — Téléphone : 40.56.51.62

Évolution du programme PIL

	1987							1988	
	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février
Conventions signées :									
Nombre mensuel	89	284	462	696	910	716	606	541	657
Cumul	98	382	844	1 540	2 450	3 166	3 772	—	1 198
Bénéficiaires potentiels :									
Nombre mensuel	452	1 167	1 576	3 135	3 731	2 707	2 381	1 836	1 683
Cumul	501	1 668	3 244	6 379	10 110	12 817	15 198	—	3 519
Inscriptions individuelles :									
Nombre mensuel	32	107	189	406	791	1 243	1 414	1 536	1 602
Cumul	37	144	333	739	1 530	2 773	4 187	—	3 138

Les circulaires précisent que seules les activités ayant un caractère d'utilité collective peuvent entrer dans le cadre de ces programmes. Ces activités doivent être formatrices pour l'intéressé, constituant ainsi un moment d'insertion professionnelle.

Depuis la mise en place du dispositif (avril 1987) jusqu'au 25 décembre 1987, 3773 conventions ont été signées, ouvrant 15198 places de stage. Au cours de l'année, 4187 bénéficiaires se sont inscrits. Le nombre de stagiaires inscrits chaque mois croît régulièrement depuis la création du dispositif, pour atteindre 1600 pour le mois de février 1988.

LES ORGANISMES D'ACCUEIL

47% des conventions ont été signées par des collectivités territoriales (dont 45% par des communes), 35% par des associations, 13% par des établissements publics et 4% par d'autres organismes.

Répartition du nombre de conventions signées et de stagiaires accueillis selon le type d'organisme

En pourcentage

	Conventions signées	Stagiaires accueillis
Communes	44,9	54,0
dont :		
— communes de moins de 1500 habitants	*14,2*	*6,8*
— communes de 1500 à 3500 habitants	*11,4*	*8,2*
— communes de 3500 à 9000 habitants	*9,7*	*9,8*
— communes de 9000 à 30000 habitants	*6,6*	*13,8*
— communes de 30000 à + de 100000 habitants	*3,0*	*15,4*
Départements et groupements de collectivités territoriales	2,2	9,1
Associations	34,9	20,3
Établissements publics	13,5	13,3
Autres organismes	4,5	3,3
Ensemble	**100,0**	**100,0**

Les communes (notamment les communes de plus de 9000 habitants) concluent des conventions importantes et accueillent 54% des stagiaires. Il en est de même des départements et groupements de collectivités territoriales qui accueillent 9% des stagiaires. Les associations qui passent en général de petites conventions, ont toutefois accueilli 20% des stagiaires. Les établissements publics et les autres organismes, qui concluent des conventions plus importantes que les associations, accueillent respectivement 13% et 5% des stagiaires.

Places de stage et statut des organismes

En pourcentage

	Communes	Établissements publics	Associations	Autres	Ensemble
Une place	8,4	7,2	17,4	11,2	**11,0**
2 à 4 places	23,2	23,9	37,5	20,0	**26,9**
10 à 50 places	33,3	44,3	25,6	21,1	**32,2**
11 à + de 50 places	35,1	24,6	19,5	47,7	**29,9**
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Travaux offerts et durée des activités.

La distribution des conventions par types de travaux confiés aux stagiaires est proche de celle relative aux TUC :

• 40% des conventions prévoient de faire exécuter des travaux d'entretien d'équipements collectifs; viennent ensuite les travaux administratifs (20%), les travaux liés à la protection de la nature et de l'environnement (10%), le travail social et socio-éducatif (9%); 16% des travaux sont divers et non désignés.

• Les travaux d'entretien d'équipements collectifs sont les plus fréquents dans les conventions conclues par les communes (50%) et dans une moindre mesure dans les conventions conclues par les établissements publics (37%); on notera également la place importante des travaux administratifs dans les « autres organismes ».

Nature des travaux proposés par les conventions

En pourcentage

	Communes	Départements et groupement de collectivités territoriales	Associations	Établissements publics	Autres	Ensemble
Travaux administratifs	12,3	33,2	26,1	24,7	61,5	**20,3**
Travaux sociaux-éducatifs	7,1	2,3	15,6	13,4	5,5	**9,3**
Animation culturelle	0,9	0,3	6,4	0,7	1,8	**1,9**
Protection de la nature et environnement	13,7	4,8	6,7	5,0	1,8	**9,9**
Entretien d'équipements collectifs	50,3	26,8	25,0	36,6	18,3	**40,1**
Fabrication et montage	1,8	0,8	3,0	0,2	6,4	**1,9**
Autres travaux	13,9	31,8	17,2	19,4	4,7	**16,6**
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

La durée des activités des stagiaires diffère selon le statut des organismes : les départements et groupements de collectivités territoriales prévoient pour 85% de leurs stagiaires une durée des activités de 80 heures par mois contre 53% en ce qui concerne les communes et 42% les établissements publics.

Actions de formation.

30% des conventions prévoient d'organiser des actions de formation pour les stagiaires. Les associations et les communes de plus de 30000 habitants sont mieux placées à cet égard que les communes plus petites bien sûr, mais aussi que les établissements publics.

Formation prévue dans le cadre de la convention

En pourcentage

	Oui	Non	Total y c. les N.R.
Communes	19,6	77,6	100,0
dont :			
— communes de moins de 1500 habitants	*11,1*	*87,0*	*100,0*
— communes de 1500 à 3500 habitants	*15,7*	*81,8*	*100,0*
— communes de 3500 à 9000 habitants	*21,3*	*75,1*	*100,0*
— communes de 9000 à 30000 habitants	*36,7*	*65,9*	*100,0*
— communes de 30000 à + de 100000 habitants	*45,5*	*51,1*	*100,0*
Départements et groupements de collectivités territoriales	23,8	73,1	100,0
Associations	41,7	55,8	100,0
Établissements publics	29,9	67,6	100,0
Autres organismes	31,9	64,5	100,0
Ensemble	**29,4**	**68,0**	**100,0**

Enfin, 87% des organismes signataires ont précédemment conclu une convention TUC : 91% des établissements publics, 88% des communes et 84% des associations.

LES STAGIAIRES.

63% des stagiaires PIL sont des hommes contre 54% des bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité; les adultes de moins de 40 ans représentent 58% des stagiaires PIL et seulement 37% des allocataires de l'ASS. Les moins de 40 ans représentent près de 68% du public féminin, au lieu de 53% du public masculin.

En pourcentage

	Stagiaire PIL	Bénéficiaires A.S.S. *
Hommes	63,4	53,6
Femmes	36,6	46,4
Ensemble	**100,0**	**100,0**

En pourcentage

	Hommes	Femmes	Ensemble	Ensemble A.S.S. *
Moins de 25 ans	0,5	0,7	0,5	0,5
25 à 39 ans	11,9	18,1	14,2	9,4
30 à 39 ans	40,4	49,6	43,8	27,8
40 à 49 ans	28,3	22,4	26,2	20,2
50 à 54 ans	15,0	7,7	12,3	15,4
55 ans et plus	3,9	1,5	3,0	26,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

** — Allocataires en fin de mois — décembre 1987. Source UNEDIC.*

Les derniers emplois occupés par les bénéficiaires de PIL étaient des emplois d'ouvriers dans 56% des cas et d'employés dans 26% des cas. 14% des stagiaires n'ont pas précisé la qualification du dernier emploi qu'ils ont occupé.

Qualification du dernier emploi des stagiaires selon le statut de l'organisme

En pourcentage

	Communes	Départements et groupements de collectivités territoriales	Associations	Établissements publics	Autres organismes	Ensemble
Ouvrier non qualifié	31,3	21,0	17,1	25,1	14,6	26,8
Ouvrier qualifié	33,0	24,3	25,8	24,2	11,9	29,0
Contremaître, agent de maîtrise	1,4	1,1	0,8	1,1	2,8	1,9
Employé administratif	8,0	19,1	7,8	19,1	35,7	14,0
Employé de commerce	5,7	5,8	2,5	5,8	4,6	5,9
Employé de service	3,0	7,6	2,0	7,6	4,6	5,9
Ingénieur, technicien, cadre	1,4	1,2	1,2	1,1	5,5	2,1
Autres	16,2	19,9	42,8	16,0	20,3	14,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Caractéristiques des stagiaires et statut de l'organisme

En pourcentage

	Communes	Établissements publics	Associations	Autres	Ensemble
Sexe :					
Hommes	73,7	38,8	51,6	37,6	63,4
Femmes	26,3	61,2	48,4	62,4	36,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Age :					
25 à 29 ans	14,2	16,1	12,7	17,4	15,7
30 à 39 ans	40,8	44,8	52,6	47,7	43,7
40 à 49 ans	26,3	25,6	24,5	22,0	26,1
50 à 54 ans	14,8	10,3	7,4	11,9	12,3
55 ans et plus	3,5	2,3	1,8	0,9	3,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Les communes ont surtout accueilli des hommes (74%) plutôt âgés, ouvriers qualifiés et non qualifiés : 8 sur 10 ont entre 30 et 54 ans. Les associations ont accueilli presque à égalité des hommes et des femmes principalement ouvriers, ouvrières qualifiées : 65% des stagiaires des associations ont entre 25 et 39 ans. Les conventions conclues par les établissements publics et autres organismes ont permis d'accueillir des femmes dans plus des deux-tiers des cas; six femmes sur dix ont entre 25 et 39 ans.

Niveau de formation.

Si on fait l'hypothèse que le fort taux de non-réponse (26%) correspond en fait à une absence de formation, le nombre de stagiaires sans formation atteint la moitié de la population concernée.

Niveau de formation des stagiaires

En pourcentage

	VI 6e, 5e CEP CPPN	Vbis 3e, 1ère BEP CAP	V Année CAP BEP	IV 2e, 1ère Terminale, BAC BAC + 1	III 2e, 3e BAC + 2	I et II Cycle universitaire	N.D.	TOTAL
Hommes	26,2	13,2	19,6	4,0	1,4	2,3	33,3	100,0
Femmes	20,4	21,8	27,7	11,3	1,9	2,7	14,2	100,0
Ensemble	**24,0**	**16,3**	**22,5**	**6,7**	**1,6**	**2,6**	**26,3**	**100,0**

Durée du chômage.

60% des bénéficiaires de PIL ont une ancienneté au chômage supérieure à 36 mois. 6% ne sont pas des chômeurs de longue durée au sens strict, c'est à dire inscrits au chômage depuis plus d'un an; il s'agit cependant de chômeurs en difficulté concernés par le chômage répétitif.

Durée du chômage

En pourcentage

Age	Moins de 12 mois	De 12 à 23 mois	De 24 à 35 mois	36 mois et plus	Total
25 à 29 ans	8,0	19,3	19,9	52,8	100,0
30 à 39 ans	5,5	20,1	16,8	57,6	100,0
40 à 49 ans	4,5	14,1	18,9	62,5	100,0
50 à 54 ans	4,5	8,5	14,5	72,5	100,0
55 ans et plus	26,3	1,0	6,0	66,7	100,0
Ensemble	**6,1**	**16,5**	**17,2**	**60,2**	**100,0**

Imprimerie Nationale 8 256 122 O